CORPS LÉGISLATIF.

Case

FRC

CONSEIL DES ANCIENS.

22330

O P I N I O N

D E

M E R I C (de l'Aude),

Sur la résolution relative aux communes qui ont obtenu contre la République des jugemens arbitraux qui leur ont adjugé la propriété des forêts prétendues nationales, à l'exploitation desquelles il a été surfis.

Séance du 24 brumaire an 7.

R E P R É S E N T A N S D U P E U P L E ,

POUR fixer son opinion sur la résolution qui occupe dans ce moment le Conseil, il est nécessaire de remonter aux premières époques de la révolution. Nos anciennes

ordonnances, & notamment celle de 1669, nous offroient la preuve que plusieurs communes avoient été dépouillées par les agens des ci-devant seigneurs, des droits qu'elles avoient sur de vastes terrains & sur des bois qui y étoient accrus. Le plus souvent ces communes n'avoient conservé, en représentation de leur propriété entière, que le droit de chauffage, pacage, triage, &c.

Les communes ainsi dépouillées firent entendre leurs réclamations à l'assemblée constituante; alors intervinrent les décrets des mois d'août 1789, 15 mars 1790 & 13 avril 1791. Ces lois interdirent aux ci-devant seigneurs la faculté de s'approprier les terres vaines & vagues; il leur fut laissé néanmoins la propriété des biens de cette nature, dont ils avoient pris possession avant le 4 août 1789. Les communautés d'habitans ne devoient néanmoins éprouver aucune espèce de préjudice, à raison de leurs propriétés & de leurs usages sur les terrains y mentionnés, à raison desquels toutes actions leur demeurèrent réservées. L'assemblée constituante avoit chargé en même temps ses comités de constitution, des domaines & d'agriculture, de lui présenter leurs vœux sur la nature des preuves d'après lesquelles devoient être fixés ces droits.

L'assemblée constituante termina ses travaux sans avoir statué à cet égard, & l'assemblée législative qui lui succéda, convaincue de la nécessité de venir au secours des anciens propriétaires dépouillés, rendit les lois des 25 & 28 août 1792. Par ces lois, toute propriété foncière fut déclarée franche & libre de tous droits féodaux & censuels; les corps d'héritage cédés pour prix d'affranchissement de la main morte, & qui se trouvoient encore dans les mains des ci-devant seigneurs, durent être restitués à ceux qui les auroient cédés.

Il ne suffisoit pas de déclarer que les biens cédés seroient restitués, il falloit en outre indiquer, & les tribunaux qui devoient prononcer, & en même temps le délai dans lequel les réclamans devoient se pourvoir. L'article VIII

de la loi du 28 août 1792 vouloit que les communes qui justifieroient avoir possédé des biens ou droits d'usage quelconque, dont elles auroient été dépouillées par les ci-devant seigneurs, pussent se faire réintégrer. Pour parvenir à cette réintégration, les communes étoient tenues de se pourvoir dans le délai de 5 années; toute demande en restitution des fruits leur étoit interdite. Il ne pouvoit y avoir lieu non plus à aucune action en indemnité pour cause d'impense. Il fut réservé à la nation les terres vaines & vagues qui ne se trouveroient pas circonscrites dans le territoire particulier d'une commune ou d'une ci-devant seigneurie, & qui seroit censée lui appartenir sans préjudice des droits que les communautés y pourroient avoir acquis; ce qu'elles seroient tenues de justifier par titres ou par possession de quarante ans.

Tel étoit l'état de la législation lorsque la loi du 10 juin 1793 fut rendue; cette loi fixe le partage des biens communaux. Le besoin de faire prédominer l'intérêt national sur les intérêts particuliers, tout comme de poser une borne à la faculté accordée aux communautés de s'emparer de la portion la plus précieuse des biens dans lesquels la nation étoit rentrée; tous ces motifs, bien puissans sans doute, déterminèrent le législateur à porter la loi précitée. Il étoit d'autant plus nécessaire de poser cette borne, que toute forme de contestation judiciaire devant les tribunaux, étoit suppléée par celle de l'arbitrage; que ce mode devoit être aussi le seul suivi entre les communes & les propriétaires, à raison des biens communaux & patrimoniaux.

Il est bon d'observer, que par l'art. XII de cette même loi, toute la partie des communaux possédée soit par des monastères, corps ou communautés séculières ou régulières, ordre de Malte, émigrés, ou par le domaine, sont déclarées appartenir à la nation. Les lois des 25 & 28 août 1792 demeurèrent dans toute leur force.

La convention nationale décréta le 7 brumaire an 3, sur le rapport de ses comités d'agriculture & de commerce,

que toutes exploitations des bois dans lesquels les communes seroient entrées en vertu de sentences arbitrales, demeureroient suspendues jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné. Le besoin d'arrêter les expoliations journalières qui étoient faites par les communes dans les exploitations des bois, la nécessité de fixer d'une manière irrévocable quels étoient les bois qui appartenoient à la nation, & ceux qui appartenoient aux communes, auroient dû déterminer la Convention nationale à porter une loi qui les fixât d'une manière invariable; telles étoient aussi ses bonnes intentions, dont l'effet fut suspendu par l'impossibilité où elle se trouvoit d'approfondir cette matière, vu l'immensité de ses travaux. Dans cette position pénible, elle se borna à suspendre toute exploitation des bois dans lesquels les communes seroient entrées en vertu des sentences arbitrales. Ce moyen conservateur, employé pour garantir les propriétés de la nation, nous a laissé la faculté de nous occuper d'une loi qui, en conservant à la nation toutes les propriétés qui lui appartiennent, laisse aux communautés le libre exercice de leurs droits sur leurs possessions légalement acquises.

Le 29 fructidor an 5, le Conseil des Cinq-Cents vous présenta une résolution à ces fins; cette résolution, sagement & mûrement discutée dans ce Conseil, votre opinion fut qu'elle ne pouvoit remplir les vues du législateur. Cette résolution vous la rejetâtes; le Conseil des Cinq-Cents vous en a présenté une seconde le 26 fructidor dernier. En analysant les dispositions qu'elle contient, nous parviendrons à établir qu'elle doit être adoptée.

Cette résolution est composée de six articles: le premier a pour objet de faire jouir la République & les communes de leurs droits respectifs sur les forêts adjugées aux communes par des jugemens arbitraux; le deuxième article charge les commissaires près les administrations centrales de se pourvoir par appel contre les jugemens que les administrations centrales auront reconnus susceptibles d'être réformés; le troisième veut que les jugemens que l'adminis-

tration centrale aura cru devoir être maintenus , soient adressés avec son avis & les pièces justificatives au ministre des finances , qui doit prononcer dans les deux mois suivans , si l'appel doit ou non en être interjeté. Le quatrième veut que si le ministre n'a pas prononcé dans le délai prescrit , les communes soient envoyées en possession. Le cinquième veut que les formalités ci-dessus exigées ne soient pas employées contre les jugemens arbitraux , qui n'auront fait que confirmer les premiers jugemens rendus en faveur des communes par les tribunaux de l'ancien régime ; & le sixième abroge la loi du 7 brumaire an 3 , & toutes autres lois contraires à ladite résolution.

La loi du 7 brumaire an 3 qui a suspendu l'effet des jugemens arbitraux rendus en faveur des communes ne nous paroît avoir été portée que pour arrêter les dévastations commises par certaines de ces communes , & conserver à la nation ces propriétés intactes. Animé des mêmes motifs , il est du devoir du Corps législatif d'adopter une mesure qui puisse remplir ce but ; je la trouve dans la teneur de l'article premier de cette résolution. Que veut en effet cet article , si ce n'est d'assurer à la nation & aux communes les propriétés qui seront reconnues leur appartenir légitimement ? pour parvenir à cette connoissance , le moyen indiqué dans l'article premier de cette résolution me paroît être celui qui doit amener à ce résultat ; il existe des jugemens qui ont accordé à certaines communes la propriété d'un terrain sur lequel ses droits ne sont pas bien établis. Dans cet état de choses , la loi du 7 brumaire a été sagement rendue , puisqu'elle a arrêté l'exploitation des bois qui pouvoient appartenir à la République , ou à des communes , & qui étoient exploités par des non-propriétaires. Les choses étant aujourd'hui entières , la République doit faire réviser partie de ces jugemens ; une mesure sage à adopter avant de se livrer à des contestations judiciaires , doit être de soumettre à l'administration centrale les jugemens arbitraux obtenus par les communes contre la République , & qui leur

ont adjugé la propriété de certaines forêts qu'elle prétendoit nationales.

Ces administrations paternelles, dans la conduite desquelles vous avez mis toute votre confiance, chargées de vos intérêts les plus chers, apporteront, n'en doutez pas, citoyens collègues, dans l'examen des jugemens que vous voulez leur être soumis, l'impartialité la plus sévère : ils examineront avec le dernier scrupule, & la teneur de ces jugemens, & les pièces sur lesquelles ils ont été rendus; ils s'entoureront des hommes les plus versés dans la partie judiciaire; & ces divers élémens réunis, vous devez compter sur une décision qui fera un présage presque assuré du jugement à intervenir.

N'adoptez-vous pas d'ailleurs cet usage, constamment & sagement établi sous l'ancien & sous le nouveau régime? Une commune a-t-elle eu besoin de défendre ses intérêts; n'a-t-elle pas toujours été soumise à demander à l'administration supérieure la permission de comparoître devant les tribunaux, & ce défaut d'autorisation n'étoit-il pas pour ces mêmes tribunaux un motif suffisant pour refuser de les entendre? telle est, citoyens représentans, cette mesure dont l'expérience vous a démontré l'utilité, la même que l'on vous propose d'employer lorsqu'il est question de vos propres intérêts. Elle est juste, elle est sage, elle montrera à la République & aux communes les limites qui doivent borner leurs héritages respectif.

Elle est juste, puisqu'elle a pour objet de faire cesser la suspension portée par la loi du 7 brumaire an 3, & de rendre à la justice son libre cours; elle est sage alors qu'elle a pour objet de faire examiner les divers jugemens rendus en faveur des communes, relatifs à l'exploitation des bois indivis, & de distinguer ceux contre lesquels il y a lieu à se pourvoir par appel afin de les faire réformer, de ceux dont les dispositions basées sur la justice rigoureuse doivent recevoir de suite leur exécution. Elle montrera à la République & aux communes les limites qui devront

borner leurs héritages respectifs. Les jugemens reconnus par l'administration centrale contenir des dispositions justes & sages recevront de suite toute leur exécution dans ce même moment; la République & les communes en faveur desquelles les jugemens auront été rendus demeureront définitivement fixés sur leurs propriétés respectives.

Le rapporteur de votre commission, tout en approuvant les principales bases de la résolution, ne trouve pas dans sa rédaction un ensemble de mesures qui puisse la rendre exécutable. On lit à la *page 13 de son rapport* : Les communes produiront dans le mois leurs jugemens. Mais si elles ne les produisent pas dans le mois, où est la peine de ce défaut de production ? Nous voyons bien, ajoute le rapporteur, que l'article VI rapporte sans aucune distinction la loi du 7 brumaire an 3, que par conséquent la suspension de l'exploitation des bois à elles adjudgée est levée, que par conséquent encore les agens de la République n'auront plus aucun titre ni même aucun droit pour s'opposer à cette prise de possession.

Si on opposoit, continue-t-il, le vœu de la loi à intervenir, en disant que ces communes ne peuvent jouir de leurs bois qu'autant que les administrations & les ministres auroient reconnu que leurs jugemens doivent être maintenus, il seroit facile de prouver que la mesure proposée ne produiroit pas l'effet qu'on desire, sans l'expression d'une peine, telle que celle de la déchéance, ou d'être réputé avoir reconnu que les jugemens sont annulés.

Tel est le système du rapporteur de la commission, qui veut que l'ensemble des mesures prises dans la résolution qui nous occupe ne puisse pas amener à l'exécution de la loi projetée ; il est particulièrement frappé de ce que la loi projetée ne prononce pas la peine de la déchéance contre les communes qui n'auront pas produit dans le mois, ou bien qu'elles soient réputées avoir reconnu que les jugemens sont annulés. Mais quelle est la lettre & le sens de l'article premier de cette résolution ? On y lit que

les communes qui ont obtenu contre la République des jugemens arbitraux qui leur ont adjugé la propriété de certaines forêts qu'elles prétendoient nationales, & à l'exploitation desquelles il a été surfis par la loi du 7 brumaire, produiront, dans le mois qui suivra la publication de la loi à intervenir, les jugemens par elles obtenus & les pièces justificatives.

Qui est-ce qui ne voit, dans la lettre & dans le sens de cet article, l'obligation imposée aux communes qui ont obtenu des jugemens arbitraux contre la République, à raison de l'exploitation des bois, de produire leurs jugemens & les pièces justificatives? Tel est le moyen indiqué par le législateur pour faire cesser la suspension portée par la loi du 7 brumaire an 3. Les communes qui ne se conformeront pas à la disposition de la loi rendue ne pourront profiter de l'avantage qu'elle leur présente, & dès-lors elles ne pourront plus invoquer la disposition de l'article premier de la résolution, & la déchéance est une suite nécessaire de leur négligence à se pourvoir conformément à cette loi. Les communes qui, dans le mois, ne se seront pas pourvues pour faire prononcer sur la validité ou l'invalidité des jugemens par elle obtenus, ne seront-elles pas réputées avoir reconnu que leurs jugemens sont annullés? L'affirmative nous paroît démontrée. Celui qui ne se conforme pas à une loi rendue, lorsque cette loi sur-tout, prévoyant la position dans laquelle il se trouve, lui a dit : *pour faire cesser les inconvéniens qui s'opposent à la jouissance de votre propriété, vous serez tenu d'employer tel ou tel moyen, & ce moyen, vous l'emploierez dans tel ou tel délai*; celui-là, dis-je, qui a négligé de se conformer à ce qui lui étoit prescrit, n'est-il pas irrecevable à se pourvoir après le délai? n'a-t-il pas, par sa négligence, renoncé au droit que la loi lui avoit accordé? celui-là n'est-il pas, comme paroît le desirer le rapporteur de la commission, réputé avoir reconnu qu'il ne pouvoit s'appuyer de la loi, & qu'il n'étoit pas dans son espèce? Est-ce parce que,

dans une disposition contenue dans une loi , il ne fera pas dit que celui qui ne fera pas telle ou telle autre chose dans tel délai , ainsi que la loi le prescrit , sera déchu de son droit , il auroit la faculté de se pourvoir après ce délai ? non , sans doute. Toute loi , comme on l'a fort bien observé à cette tribune , est obligatoire , soit qu'elle ordonne , soit qu'elle défende ; elle ne peut jamais commander infructueusement , & son inexécution entraîne une peine quelconque contre celui qui ne l'observe pas ; elle est , ou exprimée dans la loi , ou elle découle implicitement de la nature du précepte. Ainsi lorsque la résolution dit que les communes qui ont obtenu contre la République des jugemens arbitraux à raison de l'exploitation de certains bois , produiront leurs jugemens devant l'administration centrale de leur département dans le délai d'un mois , elle dit implicitement que les communes qui n'auront pas fait cette remise dans le délai prescrit seront réputées avoir reconnu que leurs jugemens sont annulés. Et alors devra disparaître l'objection présentée par le rapporteur de votre commission , prise de ce que la résolution ne prononce pas la peine de déchéance contre les communes qui ne se sont pas pourvues dans le délai , puisque le défaut de production dans le délai rend les communes irrecevables à se pourvoir après ce délai , passé lequel elles sont réputées avoir reconnu que leurs jugemens sont annulés , ainsi que paroît le desirer le rapporteur de votre commission.

Vous n'avez pas sans doute été frappés , citoyens collègues , d'une seconde objection faite contre l'article premier de la résolution , & prise de ce que les communes qui auroient obtenu des jugemens contre des ci-devant seigneurs , contre l'ordre de Malte , ne seroient pas tenus de produire leurs jugemens , puisque l'article ne désigne que les communes qui ont obtenu des jugemens contre la République. Le plus léger examen offre la preuve la plus victorieuse du peu de solidité de cette objection. Que dispose , en effet , l'article premier ? que les communes

qui ont obtenu contre la République des jugemens arbitraux, &c. seront tenues de produire à l'administration de leur département, dans le mois qui suivra la publication de la loi, lesdits jugemens & les pièces justificatives. Quelles sont donc les communes que la loi appelle à jouir d'une pareille faculté ? celles-là seulement qui ont obtenu des jugemens arbitraux contre la République ; il n'en est pas d'autres auxquelles la disposition de la loi soit applicable. Il faut être porteur d'un jugement arbitral pour invoquer avec fruit la disposition de la loi projetée ; & l'on doit observer ici que les jugemens ou sentences obtenus par des communes contre des ci-devant seigneurs non encore émigrés, contre l'ordre de Malte, &c. doivent rentrer dans le nombre de ces jugemens que la loi soumet à l'examen des administrations centrales toutes les fois qu'ils auront été rendus dans la forme arbitrale. Cette vérité demeure reconnue, si l'on considère qu'antérieurement aux lois rendues en faveur des communes à raison de l'exploitation des bois, les biens de l'ordre de Malte étoient déjà déclarés nationaux, & la confiscation de ceux des émigrés décrétée, & qu'alors même les lois du mois d'août 1792 autorisoient les communes à réclamer & à faire prononcer sur leur demande par des arbitres. La nation est dès-lors au lieu & place des ci-devant seigneurs de l'ordre de Malte, & les jugemens obtenus par les communes contre ces ci-devant seigneurs & l'ordre de Malte doivent être classés dans le nombre de ceux qui sont soumis à l'examen des administrations centrales, puisque la République se trouve aux droits de ces ci-devant seigneurs. L'article II de la résolution a aussi éprouvé la critique du rapporteur de votre commission. Le fond de la disposition de cet article est par lui reconnu juste & précis ; mais sa critique porte sur ce que la tâche imposée à l'agent du gouvernement est classée dans cet article, plutôt que les fonctions qu'elle commet aux membres de l'administration. Lorsque le rapporteur lui-même reconnoît la justice de la disposition apportée dans cet article ; lors-

qu'il demeure persuadé que cette disposition n'entraîne ni vice essentiel, ni injustice, il importe peu que la rédaction soit présentée de telle ou telle autre manière. Que l'article dise que les commissaires près les administrations se pourvoient par appel, lorsque ces mêmes administrations auront reconnu qu'il y a lieu de se pourvoir contre tels ou tels jugemens, ou bien qu'il fût dit dans cet article que les administrations examineroient d'abord s'il y avoit lieu à maintenir ces jugemens, & que, d'après cette déclaration, le commissaire se pourvoiroit contre ceux de ces jugemens qui seroient reconnus présenter quelque vice, la rédaction est différente, je l'avoue; mais le résultat est le même. Le résultat est que le commissaire doit se pourvoir par appel contre les jugemens déclarés viciés par ces mêmes administrations, & que les autres jugemens doivent être maintenus.

La sagesse de l'article III de cette résolution est facilement sentie; cet article veut que les jugemens reconnus valides par les administrations centrales soient encore soumis, avec les pièces justificatives, à l'examen du ministre des finances; la déclaration que l'administration centrale aura déjà faite qu'il n'y a pas lieu à se pourvoir contre tels ou tels jugemens, n'a pas paru suffisante à nos collègues du Conseil des Cinq-Cents pour assurer, soit les communes, soit la République, que les jugemens dont s'agit, sont réguliers dans la forme & justes dans le fond. Ils ont voulu qu'ils fussent encore soumis à une administration supérieure. Le ministre des finances est tenu de se livrer à l'examen le plus sérieux de ces jugemens; sa décision doit encore servir de règle pour la maintenance des jugemens dont s'agit, ou pour se pourvoir par appel contre ces jugemens: ces formalités rigoureuses une fois observées, la nation & les communes jouiront respectivement des droits qui leur seront assurés par l'exécution des jugemens maintenus.

Qu'on ne nous dise pas que le délai de deux mois ac-

cordé au ministre des finances pour porter sa décision sur ces jugemens que l'administration centrale aura cru devoir être maintenus, que ce délai est insuffisant. On doit observer que le premier travail fait par les administrations centrales présentera beaucoup plus de facilité pour la décision apportée par le ministre : les motifs qui précéderont cette première décision, les pièces énoncées dans l'arrêté de l'administration, autant de moyens qui présenteront dans un plus grand jour les questions à juger ; & lorsque l'administration centrale aura prononcé dans le délai d'un mois, l'on doit espérer, être même certain, que le ministre, aidé de ces collaborateurs, trouvera dans les deux mois suivans un délai suffisant pour faire connoître son opinion, & dans le cas où le ministre n'auroit pas prononcé dans ce délai, l'article IV de la résolution renvoie les communes en possession des propriétés qui leur avoient été accordées par le premier jugement. Le motif de cette disposition est pris de ce que, par des longueurs interminables, les communes & la République ne peuvent point laisser subsister des entraves mises à leur jouissance, de ce que les propriétés doivent être assurées sur la tête des vrais propriétaires, de ce qu'enfin la paix & la tranquillité des communes, l'existence même d'un certain nombre de familles est une suite nécessaire de cette mise en possession.

Lorsque les articles III & IV de la résolution ont pour objet de faire disparaître l'incertitude résultante des simples jugemens arbitraux, que ces articles prescrivent les moyens à prendre pour en assurer l'exécution définitive, l'article V dispose que les formalités prescrites par les deux articles précités ne seront point exigées contre les jugemens arbitraux qui n'auront fait que confirmer des premiers jugemens rendus en faveur des communes par les tribunaux de l'ancien régime.

La différence des premiers jugemens aux seconds & les formalités exigées pour ceux-ci, dont ceux-là demeurent dispensés ; cette différence, dis je, résulte de ce que, lors-

que dans le premier cas un jugement arbitral avoit statué sur des propriétés contestées , il étoit nécessaire de soumettre ces premiers jugemens à l'examen de l'administration centrale, pour savoir s'il y avoit lieu à se pourvoir par appel contre ces jugemens ; l'intérêt des communes toujours cher à l'administration centrale , chargée de les défendre , en dictoit le devoir ; il ne doit pas en être de même lorsqu'il a existé déjà un premier jugement , que ce jugement a été confirmé par un jugement arbitral , qui est le juge d'appel proprement dit ; alors les prétentions respectives ont été soumises à deux différens tribunaux : les formalités exigées par les articles III & IV de la résolution ne pouvoient donc être exigées par les jugemens arbitraux qui auroient confirmé des jugemens rendus par des tribunaux de l'ancien régime. L'objet de l'article III est de soumettre à un juge d'appel les jugemens qui présentent quelque irrégularité dans la forme ou quelque injustice dans le fond ; cette formalité est absolument superflue , lorsque le juge d'appel a déjà prononcé , & l'on doit regarder comme juge d'appel celui qui a rendu un jugement arbitral sur un jugement rendu par les tribunaux de l'ancien régime.

En adoptant la résolution qui vous est présentée , vous devez rapporter la loi du 7 brumaire & toutes autres lois contraires. L'exécution de l'article VI est une suite nécessaires des dispositions contenues dans la résolution dont s'agit ; un certain nombre des communes avoient été envoyées en possession de certains bois prétendus nationaux , elles exploitoient ces mêmes bois : la nation crut être lésée , elle voulut arrêter des exploitations qu'elle crut illégitimes : alors fut portée la loi du 7 brumaire an 3 , qui suspend toutes ces exploitations. Pour faire cesser cette suspension & rendre aux communes & à la nation ce qui leur appartient , le Conseil des Cinq-Cents vient de présenter une résolution dont la justice me paroît démontrée ; elle veut d'abord que dans le mois , à compter de la publication de la loi , les communes qui ont obtenu , contre la République , des jugemens arbitraux qui

leur ont adjugé la propriété de certaines forêts qu'elles prétendoient nationales , soient tenues de remettre , dans le mois , à l'administration centrale de leur département les jugemens & les pièces justificatives ; elle veut que les commissaires près ces administrations se pourvoient par appel contre ceux de ces jugemens que les administrations centrales auront reconnus être susceptibles d'être réformés ; elle veut que les jugemens reconnus par l'administration centrale devoir être maintenus soient encore soumis à l'examen du ministre des finances , qui sera tenu de porter sa décision dans les deux mois suivans ; elle veut que dans le cas où le ministre ne prononceroit pas dans le délai prescrit , ces communes soient envoyées en possession ; elle dispense des formalités exigées par les articles précédens les jugemens arbitraux rendus après des jugemens rendus en faveur des communes par les tribunaux de l'ancien régime ; enfin l'article VII de cette résolution prononce l'abrogation de la loi du 7 brumaire an 3 , & de toutes autres contraires.

Pénétré de la justice des motifs qui ont déterminé cette résolution , je vote pour qu'elle soit adoptée.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Frimaire an 7.